



PAR MICHEL GUERIN

Quand la race s'invite à la fac

Paradoxe ? Le mot « race » a été gommé de la Constitution en juillet 2018, mais il n'a jamais été autant discuté à l'université. Avec des variantes : « racisé », « racisation »... Deux camps s'affrontent dans les facs, mais pas sereinement. A coups d'insultes. A se demander si la vieille lutte des classes, non pas dans le monde réel – elle est forte dans la France des « gilets jaunes » – mais chez les intellectuels, n'est pas supplantée par la lutte des races.

Un camp sort du bois, forgé dans les valeurs universelles et les Lumières, qui publie moult livres et tribunes afin de dénoncer la montée du camp d'en face dans les sciences humaines. A savoir les « décoloniaux », qui envisagent la société à partir du prisme racial : nous, les « racisés » (entendez Noirs, Arabes, etc.), sommes les victimes d'une domination blanche et d'un racisme d'Etat. Pour exister, pas de compromis. Il faut défendre sa communauté et l'identité du groupe, réécrire les dogmes occidentaux.

Par exemple : interdire le voile intégral pour les femmes est colonialiste, l'homosexualité est une norme occidentale, la laïcité, un principe islamophobe... Houria Bouteldja, figure « décoloniale » au sein et porte-parole du mouvement des Indigènes de la République, écrit dans *Les Blancs, les Juifs et nous* (La Fabrique, 2016) : « La blancheur est une forteresse. Tout Blanc est bâtisseur de cette forteresse. » Elle cite aussi, tiré d'un autre livre, le témoignage d'une femme noire violée par un Noir et qui n'a pas porté plainte pour protéger sa communauté – un « sacrifice », selon M^{me} Bouteldja. Cette logique séparatiste est à lier à la tenue récente de réunions ou camps « décoloniaux » interdits aux Blancs.

Censure identitaire

Impossible de nier qu'il y ait du racisme et des discriminations dans le monde occidental, encore moins quand montent les régimes autoritaires et populistes. Mais ce n'est pas le sujet ici. Le sujet est de savoir si la pensée « décoloniale », en vogue sur les campus nord-américains depuis les années 1980 avec les *cultural studies*, gagne vraiment du terrain dans le champ académique en France. Et surtout comment.

Difficile de livrer une réponse froide quand deux antiracismes s'affrontent – universaliste et communautariste. Les troupes des « décoloniaux », portées par les réseaux sociaux, ne sont pas nombreuses, mais sont renforcées par une partie de l'extrême gauche, qui s'engouffre dans ce que d'aucuns appellent le « racisme » afin de défendre les minorités – le sociologue Manuel Boucher le montre bien dans son livre *La Gauche et la Race* (L'Harmattan, 284 p., 29 €).

Cela dit, l'influence du camp « décolonial » est déjà forte dans la culture et la création. Défendre sa communauté induit de faire pression pour interdire une œuvre qui la « heurte ». Et dénoncer, par exemple, un artiste blanc qui s'empare d'un sujet qui concerne les Noirs. Les exemples de censure identitaire pullulent, qui visent à « décoloniser les arts » – c'est d'ailleurs le nom d'une association.

L'UNIVERSITÉ AUSSI SERAIT-ELLE EN VOIE DE « DÉCOLONISATION » ? OUI, RÉPONDENT PLUSIEURS VOIX

LES UNIVERSALISTES PUBLIENT LIVRES ET TRIBUNES POUR DÉNONCER LA MONTÉE DU CAMP D'EN FACE DANS LES SCIENCES HUMAINES. À SAVOIR LES « DÉCOLONIAUX »

L'université aussi serait-elle en voie de « décolonisation » ? Oui, répondent plusieurs voix qui, depuis des mois, tirent le signal d'alarme dans plusieurs textes. Le dernier est un appel de 80 intellectuels dans *Le Point* du 28 novembre 2018 sous le titre « Le « décolonialisme », une stratégie hégémonique ». Parmi les signataires, Elisabeth Badinter, Alain Finkielkraut, Dominique Schnapper. Mais aussi Pierre Nora, Mona Ozouf, Boualem Sansal, Yves Michaud.

Ajoutons *L'Art du politiquement correct* (PUF, 210 p., 17 €), le livre d'Isabelle Barbéris, maîtresse de conférences à l'université Paris-Diderot. Son sujet est plus large, mais cette spécialiste du théâtre, qui subit une sévère cabale à l'initiative de « décoloniaux », montre comment la culture subventionnée, obsédée par la « visibilité ethnique », favorise la montée des thèses identitaires en privilégiant des œuvres qui opposent les oppresseurs blancs et les victimes du Sud.

Ces auteurs ont pour fragilité d'être juges et parties. Ce n'est pas le cas du journaliste Matthieu Aron, qui publie une longue enquête sur le sujet dans *L'Obs* du 6 décembre. Sa conclusion : « De l'avis de tous ceux que nous avons rencontrés, la mouvance « décoloniale » gagne du terrain à l'université. Certains s'en réjouissent, d'autres s'en inquiètent. »

Ce qui inquiète, et c'est effarant, c'est la façon dont le sujet est traité. Le journaliste pointe les universités, enseignants, travaux dirigés, doctorats, colloques qui ont tendance à mêler recherche et militantisme, défense de positions et dénigrement, jargon et anachronismes. Il constate un climat délétère, la prolifération des tags anti-blancs. Il cite François Burgat, directeur émérite de recherche au CNRS, qui a ses disciples au sein de l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, à Aix-en-Provence (45 doctorants) et qui, après l'assassinat de l'octogénaire juive Mireille Knoll, a tweeté : « Oups, ce n'était pas vraiment la Shoah dans un appartement. »

Dans cette enquête, l'historien Benjamin Stora note que les thèses « décoloniales » prospèrent surtout en sociologie et en sciences politiques, disciplines propices au « dogmatisme ». Autre signe, la plupart des universitaires réfractaires au mouvement s'expriment anonymement, de peur d'être qualifiés de racistes. Ajoutons, et c'est le plus inquiétant, que ce dogmatisme semble toucher surtout la jeune génération des chercheurs.

Parce qu'il endosse l'habit de la victime dans une France tétanisée par sa culpabilité coloniale, le « décolonial » peut dénoncer le racisme d'Etat et rester muet sur les discriminations dans les pays du Sud. Houria Bouteldja a été invitée à l'université de Toulouse alors qu'elle a écrit dans le livre sus-cité que « la tarlouze n'est pas tout à fait un homme » ou encore « pour le Sud, la Shoah est – si j'ose dire – moins qu'un détail ». M^{me} Bouteldja a ses convictions. Ce sont plutôt celles de l'Etat sur le sujet, et sur ses universités, que l'on attend. ■

L'ALTERNANCE EN SUSPENS

ÉDITORIAL III

Une série d'événements extraordinaires se sont produits, depuis deux ans, en République démocratique du Congo (RDC). A partir de décembre 2016, bravant la répression, les Congolais et l'Eglise catholique ont fini par contraindre le président, Joseph Kabila, à renoncer à se maintenir au pouvoir au-delà de la limite constitutionnelle. Il lui a fallu dix-huit mois pour mettre cette décision en œuvre, mais, en août 2018, pour la première fois dans l'histoire du pays, un président sortant a accepté de ne pas se représenter.

Des candidats d'opposition se sont présentés à l'élection présidentielle. Puis, le 30 décembre, les électeurs de la RDC se sont rendus aux urnes. Et, bien que dans des

conditions parfois rudimentaires dans cet immense pays, le scrutin a eu lieu. Dans certaines régions, des électeurs privés d'élection pour des raisons d'urgence sanitaire ont pris sur eux d'aller voter. L'Eglise catholique a envoyé 40 000 observateurs dans les bureaux de vote. Pendant dix jours, les Congolais ont retenu leur souffle. Jeudi 10 janvier, le verdict de la Commission électorale est tombé : le candidat soutenu par le régime Kabila était battu. L'opposant Felix Tshisekedi a été proclamé vainqueur, avec 38,5 % des voix, selon des résultats provisoires.

L'alternance politique par les urnes est une première historique pour ce pays de 80 millions d'habitants, au passé tragique. Le problème, c'est que l'Eglise catholique, dont les observateurs avaient conclu, sur la foi des données collectées dans les bureaux de vote, à la victoire de l'autre opposant, Martin Fayulu, a fait savoir que les résultats proclamés par la Commission électorale ne correspondaient pas aux siens. La communauté diplomatique de Kinshasa, qui avait été informée par l'Eglise de la probable victoire de M. Fayulu, est également sceptique, comme l'est le ministre français des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, qui l'a fait savoir publiquement, jeudi. Les Etats-Unis ont souhaité des « éclaircissements ». Martin Fayulu, crédité de 34,8 % des voix, conteste lui-même les résultats et appelle

ses électeurs à se rendre à la Commission nationale pour contester les résultats. La RDC d'une transition démocratique imposée par le peuple congolais, au sein de laquelle le régime Kabila a joué un rôle déterminant, a été proclamée. En se rendant à l'élection présidentielle, les électeurs de la RDC ont joué un rôle décisif dans l'histoire du pays.

Le Monde **CAMPUS**

présente

O21 S'ORIENTER AU 21^e SIÈCLE



POUR TROUVER SA VOIE ET CHOISIR SON ORIENTATION
DÉBATS-RENCONTRES-ATELIERS-CONCOURS

**SAINT-ETIENNE 17 JANVIER - MARSEILLE 17 JANVIER
NANCY 28 FÉVRIER - PARIS 6 ET 7 AVRIL
NANTES 17 DÉCEMBRE**

Entrée gratuite : **O21.lemonde.fr**

Sous le haut patronage du



L'INSTITUT SUPERIEUR DES ARTS APPLIQUES